

Société Fermière du Casino Municipal de Cannes

Exercice clos le 31 octobre 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

CABINET PRADAL ET ASSOCIES

Immeuble Nouvel R
Entrée Terrazzo - Bât. A
143, boulevard René Cassin
06200 Nice
S.A.R.L. au capital de € 739 500
389 863 895 R.C.S. Nice

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale d'Aix-Bastia

ERNST & YOUNG Audit

Hangar 16, Entrée 1
Quai de Bacalan
33070 Bordeaux cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Société Fermière du Casino Municipal de Cannes

Exercice clos le 31 octobre 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la Société Fermière du Casino Municipal de Cannes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Fermière du Casino Municipal de Cannes relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} novembre 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des titres de participation et des comptes courants

| Risque identifié | Notre réponse |
|---|--|
| <p><i>Notes - Calcul des amortissements et provisions</i></p> <p>Votre société possède à son actif des titres de participation pour un montant brut de M€ 92,2 dépréciés à hauteur de M€ 26,5 et des comptes courants envers ses filiales pour un montant brut de M€ 68,9 dépréciés à hauteur de M€ 17,1. Ces titres et ces comptes courants en valeur nette représentent 60 % du total bilan.</p> <p>Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'acquisition et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est estimée sur la base de la situation nette de la filiale ou des perspectives d'activité de la participation, comme indiqué dans la note « Principales méthodes comptables ».</p> <p>L'évaluation des titres de participation et des comptes courants à la clôture a conduit à constater une provision additionnelle pour dépréciation des comptes courants de M€ 12,9, portant sur l'Hôtel Carl Gustaf à Saint-Barthélemy (Antilles françaises).</p> <p>Ainsi, au 31 octobre 2023, les titres de participation de l'Hôtel Carl Gustaf, d'une valeur brute de M€ 26,5, sont dépréciés en totalité et le compte courant associé, d'une valeur brute de M€ 40,1 est désormais déprécié à hauteur de M€ 17,1.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des comptes courants est un point clé de l'audit en raison du poids des titres de participation et des comptes courants au bilan et des incertitudes inhérentes à certaines hypothèses parmi lesquelles la réalisation des perspectives d'activité et d'autres hypothèses financières, notamment le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme.</p> | <p>Nos procédures d'audit ont consisté à contrôler la valeur d'inventaire estimée pour les principaux titres de participation, en prenant connaissance du processus suivi par la direction et de la documentation de ses choix au titre des éléments à considérer selon les participations.</p> <p>Nous avons examiné les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les titres de participation et les comptes courants associés et, le cas échéant, les provisions pour risques et charges, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none">• évaluant la pertinence de la méthodologie utilisée pour déterminer la valeur recouvrable des actifs ;• effectuant des analyses de sensibilité pour corroborer les hypothèses clés ;• appréciant les hypothèses clés, notamment celles utilisées pour les perspectives d'activité intégrées dans les plans d'affaires, le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme, par rapport aux pratiques et aux dernières données de marché disponibles. |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ **Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

■ **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Fermière du Casino Municipal de Cannes par votre assemblée générale du 22 mars 2022.

Au 31 octobre 2023, nos cabinets étaient dans la deuxième année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Nice et Bordeaux, le 26 janvier 2024

Les Commissaires aux Comptes

CABINET PRADAL ET ASSOCIES



Philippe Pradal

ERNST & YOUNG Audit



Jean-Pierre Caton



Camille de Guillebon

**SOCIETE FERMIERE CASINO MUNICIPAL
DE CANNES**

JETEE ALBERT EDOUARD 1 ESPACE LUCIEN BARRIERE 06400 CANNES

Annexe aux comptes annuels

Exercice du 01/11/2022 au 31/10/2023

**BILAN ET
COMPTE DE RESULTAT**

Bilan Actif

| | Brut | Amortissement | 31.10.2023 | 31.10.2022 |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | 45 000 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles | | | | |
| Total immobilisations incorporelles | | | | 45 000 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, mat. et outillage industriels | | | | 665 035 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | 115 167 |
| Immobilisations en cours | | | | 24 115 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Total immobilisations corporelles | | | | 804 317 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 92 193 202 | 26 500 000 | 65 693 202 | 65 693 202 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 137 277 | | 137 277 | 137 277 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | 2 506 |
| Total immobilisations financières | 92 330 479 | 26 500 000 | 65 830 479 | 65 832 985 |
| ACTIF IMMOBILISE | 92 330 479 | 26 500 000 | 65 830 479 | 66 682 302 |
| Stocks | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | 124 830 |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | 1 772 |
| Total des stocks | | | | 126 602 |
| Créances | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | (8) | | (8) | |
| Clients et comptes rattachés | 157 600 | 30 878 | 126 721 | 2 179 104 |
| Autres créances | 72 979 417 | 17 085 000 | 55 894 417 | 65 390 575 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Total des créances | 73 137 008 | 17 115 878 | 56 021 130 | 67 569 679 |
| Disponibilités et divers | | | | |
| Valeurs mobilières dont actions propres : | 60 000 000 | | 60 000 000 | 60 000 000 |
| Disponibilités | 14 051 403 | | 14 051 403 | 34 658 249 |
| Total disponibilités et divers | 74 051 403 | | 74 051 403 | 94 658 249 |
| ACTIF CIRCULANT | 148 067 248 | 17 115 878 | 130 050 443 | 163 158 783 |
| Charges constatées d'avance | 878 837 | | 878 837 | 804 252 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 6 | | 6 | |
| TOTAL GENERAL | 240 397 733 | 43 615 878 | 196 781 855 | 229 841 085 |

Bilan Passif

| | | 31.10.2023 | 31.10.2022 |
|--|------------------------|--------------------|--------------------|
| | Situation nette | | |
| Capital social ou individuel | Dont versé : 1 891 968 | 1 891 968 | 2 102 184 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | 19 720 868 | 19 720 868 |
| Écarts de réévaluation | | 7 170 982 | 7 170 982 |
| Réserve légale | | 210 219 | 210 219 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | | 18 213 971 | 57 668 988 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | 20 483 530 | (1 651 019) |
| Total situation nette | | 67 691 538 | 85 222 222 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 67 691 538 | 85 222 222 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | | |
| Provisions pour risques | | 180 249 | 639 504 |
| Provisions pour charges | | | 113 588 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | 180 249 | 753 092 |
| Dettes financières | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 33 895 668 | 40 069 723 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | |
| Total dettes financières | | 33 895 668 | 40 069 723 |
| Dettes d'exploitation | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 370 463 | 514 441 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 736 513 | 1 746 972 |
| Dettes fiscales et sociales | | 701 380 | 8 438 305 |
| Total dettes d'exploitation | | 1 808 356 | 10 699 718 |
| Dettes diverses | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | 62 317 |
| Autres dettes | | 92 415 711 | 92 356 180 |
| Total dettes diverses | | 92 415 711 | 92 418 497 |
| Comptes de régularisation | | | |
| Produits constatés d'avance | | 790 333 | 677 833 |
| TOTAL DES DETTES | | 128 910 069 | 143 865 772 |
| Écarts de conversion PASSIF | | | |
| TOTAL GENERAL | | 196 781 855 | 229 841 085 |

Compte de résultat (Partie 1)

| | France | Export | 31.10.2023 | 31.10.2022 |
|---|------------------|--------|--------------------|-------------------|
| Vente de marchandises | | | | 9 258 |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 3 247 814 | | 3 247 814 | 19 926 899 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 3 247 814 | | 3 247 814 | 19 936 157 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | 240 887 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 45 404 | 552 660 |
| Autres produits | | | 1 059 770 | 421 273 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 4 352 988 | 21 150 976 |
| Charges externes | | | | |
| Achat de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | (73) |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 30 283 | 1 913 282 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 124 830 | (36 462) |
| Autres achats et charges externes | | | 4 075 750 | 8 079 069 |
| Total charges externes | | | 4 230 863 | 9 955 815 |
| Impôts, taxes et assimilés | | | 158 193 | 872 503 |
| Charges de personnel | | | | |
| Salaires et traitements | | | 662 663 | 6 298 968 |
| Charges sociales | | | 255 743 | 2 405 376 |
| Total charges de personnel | | | 918 406 | 8 704 345 |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | | 677 530 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | 1 200 | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | 11 500 |
| Total dotations d'exploitation | | | 1 200 | 689 030 |
| Autres charges d'exploitation | | | 1 046 891 | 1 572 643 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | | | 6 355 554 | 21 794 336 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | (2 002 566) | (643 360) |

Compte de résultat (partie 2)

| | 31.10.2023 | 31.10.2022 |
|--|--------------------|--------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | (2 002 566) | (643 360) |
| Opérations en commun | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participations | 32 589 756 | 2 451 397 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 5 057 527 | 996 453 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | 61 581 177 |
| Différences positives de change | 217 | 14 890 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers | 37 647 500 | 65 043 917 |
| Charges financières | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | 12 882 000 | 20 500 000 |
| Intérêts et charges assimilées | 3 050 951 | 45 246 630 |
| Différences négatives de change | | 2 840 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | 15 932 951 | 65 749 470 |
| RESULTAT FINANCIER | 21 714 549 | (705 554) |
| RESULTAT COURANT | 19 711 984 | (1 348 913) |
| Produits exceptionnels | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 985 765 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 363 963 | |
| Total des produits exceptionnels | 1 349 728 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 297 208 | (138 400) |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 825 202 | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | 85 272 |
| Total des charges exceptionnelles | 1 122 410 | (53 128) |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 227 318 | 53 128 |
| Participation des salariés aux résultats | | |
| Impôts sur les bénéfices | (544 228) | 355 233 |
| TOTAL DES PRODUITS | 43 350 216 | 86 194 893 |
| TOTAL DES CHARGES | 22 866 686 | 87 845 912 |
| BENEFICE ou PERTE | 20 483 530 | (1 651 019) |

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Présentation générale

Société Fermière Casino Municipal de Cannes
Exercice du 01/11/2022 au 31/10/2023

Chiffres clés

| | |
|--------------------------------|---------------|
| ▪ Durée de l'exercice : | 12 mois |
| ▪ Total du Bilan : | 196 781 855 € |
| ▪ Chiffre d'affaires : | 3 247 814 € |
| ▪ Résultat avant répartition : | 20 483 530 € |

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels de la société. Les chiffres ci-après sont indiqués en euros (€), sauf indication contraire : en million d'euros (M€) ou en millier d'euros (K€).

Faits caractéristiques et majeurs de l'exercice

- Réduction de capital

L'assemblée générale mixte du 4 octobre 2023 a autorisé le conseil d'administration à procéder dans un premier temps au rachat de 10% du capital de la SFCMC à la société FHC et dans un deuxième temps à réduire le capital social par voie d'annulation de 10% du capital.

Le conseil d'administration du 5 octobre 2023 a décidé de racheter à FHC 17 518 actions au prix de 1400€ et d'annuler ces 17518 actions afin de réduire le capital social.

Le nouveau capital de la SFCMC est composé de 157 664 actions d'une valeur 12 € soit 1.891.968€

- Transfert d'activité jeu vers SEJLC et non comparabilité des exercices

Le contrat de concession de jeu qui liait la Société Fermière Casino Municipal de Cannes avec la Mairie s'est terminé le 31/10/2022.

La mairie a décidé d'octroyer une nouvelle concession de jeu à la Société d'Exploitation de Jeux du Croisette (SEJLC) à partir du 01/11/2022. A compter de cette date, la SFCMC exerce uniquement une activité de holding, rendant les résultats au 31/10/2022 et 31/10/2023 non comparables, du fait de la non comparabilité de l'activité sur les deux exercices.

Les salariés ont été transférés à SEJLC en application de l'art L.1224-1 du code du travail.

Seuls 3 salariés de la direction sont restés sur SFCMC.

Par ailleurs, la SFCMC a cédé à SEJLC l'ensemble des biens propres qu'elle utilisait dans l'exploitation de la concession. La cession a été faite à la valeur nette comptable.

Règles et méthodes comptables

Les comptes au 31 octobre 2023 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N°2016-07 du 26/12/2016 et des règlements du comité de la réglementation Comptable (CRC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Principales méthodes comptables

- Les titres de participations sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est estimée sur la base de la situation nette ou des perspectives d'activité de la participation. Dans le cas où la situation nette de la participation est négative et que la société a une obligation vis-à-vis de sa participation, une provision pour risque est comptabilisée à hauteur de la quote-part de situation nette négative de la participation ;
- Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La provision pour dépréciation sur les créances douteuses est pratiquée au cas par cas quand la valeur comptable est supérieure à la valeur d'inventaire. ;
- Les disponibilités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale ;
- Les dividendes reçus sont comptabilisés en produits financiers dans l'exercice au cours duquel la décision de distribution intervient.

La société comptabilise une provision pour risques et charges lorsque, à la date de clôture de l'exercice, la société a une obligation (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour la société par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue et lorsque le montant de la perte ou du passif peut être évalué avec fiabilité. Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la sortie des ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Au cas où cette obligation n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les frais d'émissions d'emprunt sont enregistrés en charges à répartir et amortis sur la durée de(s) emprunt(s)

Variations des capitaux propres

| Rubriques | 01/11/2022 | Augmentation de capital | Diminution de capital | Affectation résultat N-1 | Autres mouvements | Résultat N | 31/10/2023 |
|--|-------------|-------------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------|------------|------------|
| Capital en nombre d'actions | 175 182 | | | | | | 157 664 |
| Valeur nominale | 12 | | | | | | 12 |
| Capital social ou individuel | 2 102 184 | | (210 216) | | | | 1 891 968 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 19 720 868 | | | | | | 19 720 868 |
| Ecart de réévaluation | 7 170 982 | | | | | | 7 170 982 |
| Réserve légale | 210 219 | | | | | | 210 219 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | | |
| Autres réserves | | | | | | | |
| Report à nouveau | 57 668 988 | | | (1 651 019) | (37 803 998) | | 18 213 971 |
| Résultat de l'exercice | (1 651 019) | | | 1 651 019 | | 20 483 530 | 20 483 530 |
| Subventions d'investissement | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | |
| Dividendes versés | | | | | 13 489 014 | | |
| Autres (Rachat d'Action) | | | (24 314 984) | | 24 314 984 | | |
| Total capitaux propres | 85 222 222 | | 24 525 200 | | | 20 483 530 | 67 691 538 |

Le capital social est composé 157 664 actions de 12€ valeur nominale.

Les écarts de réévaluation se rapportent aux titres de participation de l'hôtel Majestic Barrière (réévaluations légales et libres) pour 7 171 K€

Compléments d'information relatifs au compte de résultat

Ventilation du Chiffre d'affaires

| Comptes | 2023 | 2022 |
|--|------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires - Honoraires groupe | 2 700 000 | 2 279 598 |
| Chiffre d'affaires - Jeux | 0 | 13 445 827 |
| Chiffre d'affaires - Restauration | 0 | 2 553 073 |
| Chiffre d'affaires - Locations | 0 | 333 314 |
| Chiffre d'affaires - Autres recettes | 547 814 | 1 324 345 |
| TOTAL | 3 247 814 | 19 936 157 |

Ventilation du résultat exceptionnel

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|-------------------|
| Charges exceptionnelles | | |
| Charges exceptionnelles - VNC immobilisations incorporelles | 45 000 | 0 |
| Charges exceptionnelles - VNC immobilisations corporelles - machines à sous | 354 451 | 0 |
| Charges exceptionnelles - Dotations exceptionnelles pour provisions risques et charges | 425 751 | 0 |
| Autres charges exceptionnelles | 0 | 85 272 |
| Charges exceptionnelles - Coût net subventions Art. 34 | 0 | (138 790) |
| Charges exceptionnelles - Autres charges exceptionnelles | 297 208 | 390 |
| Total des charges exceptionnelles | 1 122 410 | (53 128) |
| Produits exceptionnels | | |
| Produits exceptionnels - Reprises exceptionnelles pour provisions risques et charges | 363 963 | 0 |
| Produits exceptionnels - Produit de cession des immobilisations incorporelles | 45 000 | 0 |
| Produits exceptionnels - Produit de cession des immobilisations corporelles - machines à sous | 354 451 | 0 |
| Produits exceptionnels - Produit de cession des immobilisations corporelles | 425 751 | 0 |
| Produits exceptionnels - Autres produits exceptionnels | 160 563 | 0 |
| Total des produits exceptionnels | 1 349 728 | 0 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | 227 318 | (53 128) |

Transfert de charges

| Comptes | 2023 | 2022 |
|--|---------------|----------------|
| Transfert de charges - Assurances | 0 | 15 000 |
| Transfert de charges - Restauration et hébergement | 0 | 379 091 |
| Transfert de charges - Personnel | 45 404 | 100 829 |
| Autres transferts de charges | 0 | 3 039 |
| TOTAL | 45 404 | 497 959 |

Complément d'informations relatif au bilan

Les états de l'actif immobilisé, des amortissements, des provisions, des échéances des créances et des dettes, de détail des charges à payer, des charges et produits constatés d'avance et des produits à recevoir sont présentés ci-après.

Engagements financiers et autres informations

Crédit - Bail

Néant

Engagement pour départ à la retraite

Les salariés bénéficient d'indemnités de fin de carrière qui seront versées en une seule fois lors du départ en retraite du salarié.

L'indemnité de départ à la retraite pour le personnel en activité est estimée à 295 K€.

Les engagements à la clôture prennent en considération les impacts de la réforme des retraites intervenues sur la période.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux de départ : une nouvelle table de mobilité a été déterminée au cours de l'exercice 2020 sur la base des observations réalisées sur les 5 derniers exercices et jugée raisonnable au regard des taux constatés depuis.

| Tranche d'âge | Cadre | Non-cadre |
|--------------------|--------|-----------|
| 25 ans et moins | 11,38% | 11,38% |
| entre 26 et 30 ans | 6,66% | 6,66% |
| entre 31 et 35 ans | 4,81% | 4,81% |
| entre 36 et 40 ans | 2,68% | 2,68% |
| entre 41 et 45 ans | 1,34% | 1,34% |
| entre 46 et 50 ans | 1,31% | 1,31% |
| entre 51 et 55 ans | 0,89% | 0,89% |
| A partir de 56 ans | 0,00% | 0,00% |

| | |
|---|------------------------------------|
| Taux d'actualisation | 4.20% |
| Taux d'inflation | 1.90% |
| Taux d'augmentation annuelle des salaires | Cadres: 0.80% Non cadres: 0.50% |
| Taux de rendement attendu des actifs financiers | 4.90% |
| Table de mortalité | TG 05 H/F |
| Table de mobilité | Table d'expérience GLB |
| Taux de charge sociale employeur | 45.00% |

La société n'a pas versé de somme à un fonds d'assurance.

Garantie bancaire

La société n'a consenti aucune garantie bancaire

Caution et contre garantie

| En euros | Date de début | Date de fin | Montant d'origine | Engagement au 31/10/2023 | Engagement au 31/10/2022 |
|--------------------------------|---------------|-------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|
| SEMEC | 18/02/2005 | 31/10/2034 | 2 | 2 | 2 |
| Total Garantie Bancaire | | | 2 | 2 | 2 |

Engagement reçus

Néant

Engagements donnés

Néant

Rémunération des dirigeants

Ces informations ne peuvent être divulguées dans le cadre de l'Annexe, ceci reviendrait à individualiser ces montants.

Effectif moyen

| Catégories | 2023 |
|-------------------------|----------|
| Cadres | 1 |
| Agents de maîtrise | |
| Employés et techniciens | |
| TOTAL | 1 |

Identification de la société mère et de la société tête d'une intégration fiscale

La Société Fermière Casino Municipal de Cannes est détenue à 67,33% par :
Société de Participation Deauvillaise SAS
Villa Montmorency, 10 avenue du Square
75016 PARIS
Siren : 382 296 747

La société est consolidée dans les comptes de la Société de Participation Deauvillaise SAS (SPD) selon la méthode d'intégration globale.

Intégration fiscale :

SFCMC est tête d'intégration fiscale formée par l'ensemble de ses filiales.

Au 31/10/2023, le boni d'intégration fiscale s'élève à 544 K€

La convention d'intégration fiscale prévoit l'obligation, pour la société mère, de restituer aux filiales, les économies d'impôt résultant de leur déficit, dès que les filiales redeviennent bénéficiaires.

SFCMC ne comptabilise pas de provision au titre de l'obligation de restitution car elle-même estime peu probable le reversement en trésorerie.

SEJLC a rejoint le groupe d'intégration fiscale à compter du 01/11/2022.

Tableau des filiales et participations

| Sociétés | Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation | Quote-part du capital détenu (en %) | Valeur Nette des titres | Prêts et avances consentis | Montant des cautions et avals donnés | CA HT du dernier exercice clos | Résultat dernier exercice clos | Dividen des perçus |
|-------------------------------------|---------|--|-------------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Filiales françaises en Keuros | | | | | | | | | |
| SA Hôtel Majestic | 1 175 | 66 090 | 96 | 11 031 | | | 86 405 | 24 385 | 24 775 |
| SAS Hôtel Gray d'Albion | 37 | 1 133 | 100 | 52 583 | | | 20 416 | 6 010 | 4 877 |
| SCI 8 Cannes Croisette | 50 | | 100 | 50 | 26 688 | | 3 829 | 1 877 | 2 138 |
| SEPM Plage Majestic (1) | 101 | (15) | 100 | 394 | 801 | | 5 745 | (505) | |
| SEGA Plage du Gray d'Albion (2) | 1 | 278 | 100 | 1 | 1 360 | | 6 950 | 3 | |
| SAS Hôtel Carl Gustaf St Barthélémy | 4 | (3081) | 100 | 1 | 39 901 | | 7 758 | (19 011) | |
| SEJLC Casino Croisette | 1 | | 100 | | 127 | | 18 269 | (2 241) | |
| Participations en Keuros | | | | | | | | | |
| SEM Evènements Cannois | 2 400 | 2 622 | | 136 | | | 41 561 | 300 | |
| SBM et SOCA CONA | 25 | 375 | | 1 | | | 667 | 896 | |
| LATANIER EXPERIENCES | 8 | 775 | 50 | 2 027 | | | 6 960 | 1 361 | 800 |

1 – SEPM Plage Majestic est la filiale de SFCMC par l'intermédiaire de SIEHM

2 – SEGA Plage du Gray est filiale de SFCMC par l'intermédiaire de l'Hôtel le Gray d'Albion

SBM comptes au 31/03/2023

SEMEC comptes au 31/12/2022

Autres éléments significatifs

Suivi des contrôles URSSAF

Le Groupe Barrière a subi un contrôle URSSAF national sur l'ensemble des entités françaises portant notamment sur les pourboires au titre des exercices 2015, 2016, et 2017. Le Groupe a répondu le 28 septembre 2018 aux diverses lettres d'observations des URSSAF. Au 31 octobre 2019, les notifications définitives ont été reçues et en l'attente des réponses de la part des Commissions de Recours Amiable saisies, le Groupe avait saisi les Tribunaux de Grande Instance. Au cours de l'exercice 2020, la majorité des Commissions de Recours Amiable avait répondu et confirmé les chefs de redressement. La société avait provisionné en 2018 sa meilleure estimation à date des risques portant sur les éléments contestés, estimation mise à jour sur l'exercice 2020.

Des protocoles d'accord ont été signés le 03/04/2023 portant sur le paiement d'un montant de 18 521 €. Cette somme a été enregistrée dans un compte de charge de la Société et les provisions pour risque d'un montant de 278 691 € constatées en 2018 et en 2020 ont été reprises.

Evénements post-clôture

Néant

Tableau de variation des immobilisations

| Rubriques | Début d'exercice | Acquisitions | Cessions | Transfert | Autres | Solde de clôture |
|---|--------------------|--------------|--------------------|-----------|-----------------|-------------------|
| Autres poste d'immobilisations incorporelles | 93 061 | 0 | (93 061) | 0 | 0 | 0,00 |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | 7 793 192 | 0 | (7 793 192) | 0 | 0 | 0,00 |
| Installations générales, agenc., aménag. | 1 040 380 | 0 | (1 040 380) | 0 | 0 | 0,00 |
| Matériel de transport | 6 149 | 0 | (6 149) | 0 | 0 | 0,00 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 719 587 | 0 | (719 587) | 0 | 0 | 0,00 |
| Immobilisations corporelles en cours | 24 115 | 0,00 | 0 | 0 | (24 115) | 0,00 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 9 583 423 | 0,00 | (9 559 308) | 0 | (24 115) | 0,00 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 92 332 985 | 0 | 0 | 0 | 0 | 92 332 985 |
| TOTAL GENERAL | 102 009 469 | 0,00 | (9 652 369) | 0 | (24 115) | 92 332 985 |

Tableau de variation des Amortissements

| Rubriques | Début d'exercice | Amortissements | Cessions | Transfert | Autres | Solde de clôture |
|---|--------------------|----------------|------------------|-----------|----------|------------------|
| Frais d'établissement et de développement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres poste d'immobilisations incorporelles | (48 061) | 0 | 48 061 | 0 | 0 | 0,00 |
| Terrains | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Constructions sur sol propre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Constructions sur sol d'autrui | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | (7 128 157) | 0 | 7 128 157 | 0 | 0 | 0,00 |
| Installations générales, agenc., aménag. | (1 040 380) | 0 | 1 040 380 | 0 | 0 | 0,00 |
| Matériel de transport | (6 149) | 0 | 6 149 | 0 | 0 | 0,00 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | (604 420) | 0 | 604 420 | 0 | 0 | 0,00 |
| Emballages récupérables et divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | (8 779 106) | 0 | 8 779 106 | 0 | 0 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | (8 827 166) | 0 | 8 827 166 | 0 | 0 | 0,00 |

État des provisions

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Reclassement | Autres | Fin d'exercice |
|--|-------------------|-------------------|------------------|--------------|---------------------|-------------------|
| Provisions pour litige | 233 411 | 0 | (278 691) | 225 528 | 0 | 180 248 |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | 113 588 | 0 | 0 | 0 | (113 588) | 0,00 |
| Autres provisions pour risques et charges | 406 093 | 0 | (85 272) | (225 528) | (95 292) | 0,56 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 753 092 | 0 | (363 963) | 0,00 | (208 880) | 180 249 |
| Dépréciations titres de participation | 26 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 500 000 |
| Dépréciations comptes clients | 29 678 | 1 200 | 0 | 0 | 0 | 30 878 |
| Autres dépréciations | 4 203 000 | 12 882 000 | 0 | 0,00 | 0 | 17 085 000 |
| DEPRECIATIONS | 30 732 678 | 12 883 200 | 0 | 0,00 | 0 | 43 615 878 |
| TOTAL GENERAL | 31 485 770 | 12 883 200 | (363 963) | 0,00 | (208 880,17) | 43 796 127 |
| Dotations et reprises d'exploitation | 0 | 1 200 | 0 | 0 | 0 | 1 200 |
| Dotations et reprises financières | 0 | 12 882 000 | 0 | 0 | 0 | 12 882 000 |
| Dotations et reprises exceptionnelles | 0 | 0 | (363 963) | 0 | 0 | (363 963) |

Concernant les « autres dépréciations », il a été constaté une dépréciation complémentaire du compte courant de l'Hôtel Carl Gustav à hauteur de 12 882 K€. La provision du compte courant s'établit ainsi à 17 085 K€ au 31 octobre 2023 pour un montant de compte courant de 40 076 K€. Les titres de participation de l'établissement restent eux dépréciés à 100% soit une dépréciation de 26 500 K€, inchangée par rapport à la clôture au 31 octobre 2022.

Etat des Créances

| | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|---|-------------------|-------------------|---------------|
| Actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts (1) (2) | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Total Actif immobilisé | | | |
| Actif circulant | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 32 694 | 32 694 | |
| Autres créances clients | 124 905 | 124 905 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 7 285 | 7 285 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 57 742 | 57 742 | |
| Impôts sur les bénéfices | 2 070 952 | 2 070 952 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 515 160 | 515 160 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 543 | 543 | |
| Divers | 113 306 | 113 306 | |
| Groupe et associés (2) | 68 886 498 | 68 886 498 | |
| Débiteurs divers | 1 327 932 | 1 327 932 | |
| Total Actif circulant | 73 137 017 | 73 137 017 | |
| Charges constatées d'avance | 878 837 | 878 837 | |
| TOTAL DES CREANCES | 74 015 854 | 74 015 854 | |

État des Dettes

| | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|--|--------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à un an maxi | 33 895 668 | 9 964 518 | 23 931 150 | |
| Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à + de un an | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 736 513 | 736 513 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 233 832 | 233 832 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 210 651 | 210 651 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 166 940 | 166 940 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 89 956 | 89 956 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | 91 725 330 | 91 725 330 | | |
| Autres dettes | 690 381 | 690 381 | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 790 333 | 790 333 | | |
| TOTAL DES DETTES | 128 539 606 | 104 608 456 | 23 931 150 | |

Charges à payer

| | 2023 | 2022 |
|--|----------------|------------------|
| Dettes financières | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 76 516 | 69 723 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Avances et acomptes reçus sur commande en cours | | |
| Total dettes financières | 76 516 | 69 723 |
| Dettes d'exploitation | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 365 903 | 1 203 717 |
| Dettes fiscales et sociales | 327 923 | 1 454 869 |
| Total dettes d'exploitation | 693 827 | 2 658 587 |
| Dettes diverses | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 24 114 |
| Autres dettes | 9 388 | 167 941 |
| Total dettes diverses | 9 388 | 192 055 |
| Total autres | | |
| TOTAL | 778 731 | 2 920 366 |

Produits à recevoir

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|----------------|
| Immobilisations financières | | |
| Créances rattachées à des participations | | |
| Autres immobilisations financières | | |
| Total immobilisations financières | | |
| Créances | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 115 110 | 56 664 |
| Autres créances | | 893 090 |
| Total créances | 115 110 | 949 754 |
| Disponibilités et divers | | |
| Valeurs mobilières de placement | 60 000 000 | |
| Disponibilités | | |
| Total disponibilités et divers | 60 000 000 | |
| Total autres | 1 020 136 | |
| TOTAL | 61 135 246 | 949 754 |

Charges et produits constatés d'avance

| Nature des charges | 2023 | 2022 |
|--|----------------|----------------|
| Charges d'exploitation : | | |
| Entretien | | 7 897 |
| Loyers | 3 837 | 3 837 |
| Autres | 875 000 | 791 755 |
| Assurance | | 763 |
| Total | 878 837 | 804 252 |
| Charges financières : | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Total | | |
| Charges exceptionnelles : | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Total | | |
| TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 878 837 | 804 252 |
| Comparatif BILAN (Bilan Actif : 2050 rubrique CH) | 878 837 | 804 252 |

| Nature des Produits | 2023 | 2022 |
|--|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation : | | |
| Frais de siège | 790 333 | 677 833 |
| | | |
| | | |
| Total | 790 333 | 677 833 |
| Produits financiers : | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Total | | |
| Produits exceptionnels : | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Total | | |
| TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 790 333 | 677 833 |
| Comparatif BILAN (Bilan Actif : 2050 rubrique CH) | 790 333 | 677 833 |

Transactions avec les parties liées :

Les transactions conclues entre parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.